

Loi de Programmation Militaire accrue

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 18 juin 2023

Macron a-t-il tiré les bons enseignements de la guerre en Ukraine ?

Certes, en envoyant des armes à l'armée ukrainienne et en offrant l'hospitalité aux réfugiés, le gouvernement français a manifesté sa solidarité avec le peuple agressé. Par ailleurs, il a fait voter par les députés, y compris ceux de LR, du RN et du PS, une LPM (Loi de Programmation Militaire) 2024-2030 en augmentation de 40% par rapport à la précédente ([\(Que contient la loi de programmation militaire 2024-2030, qui arrive en débat à l'Assemblée ?\)](#))).

Vu que l'inflation sur la période 2015-2022 n'a été que de 10% ([\(Taux d'inflation en France de 2004 à 2022\)](#))), on peut affirmer que l'on assiste à un important réarmement.

Si nous ne pouvons ignorer l'actuelle politique agressive de la Russie, n'aurions-nous pas pu pour autant nous contenter d'un simple redéploiement de nos dépenses militaires ? Ne faudrait-il pas délaissier notre impérialisme en Afrique où 4 000 soldats français stationnent ([\(Quel avenir pour les bases militaires françaises en Afrique ?\)](#))).

Macron a eu beau jeu de traiter la politique russe d'impérialiste ! Au sein de l'UE (Union Européenne), la France est le seul pays à pratiquer cette politique impérialiste. Ne devrions-nous pas non plus abandonner l'arme nucléaire à laquelle 15% des crédits de la LPM 2024-2030 sont consacrés([\(Que contient la loi de programmation militaire 2024-2030, qui arrive en débat à l'Assemblée ?\)](#)) et dont la France est le seul pays de l'UE à la posséder ? Force est de

constater que depuis les coups d'essais dramatiques de 1945, aucune puissance n'a osé utiliser cette arme. Ne devrions-nous pas, à la place, nous faire l'avocat du TIAN (Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires), adopté par l'Assemblée générale des Nations-Unies en 2017 ?

Une armée réorganisée, basée sur la simple défense des territoires, serait beaucoup moins dispendieuse et ne grèveraient donc pas les autres budgets que celui de la défense (éducation, santé, logement, justice, écologie...) comme ça risque d'être le cas.

Enfin, notre gouvernement a-t-il tiré les enseignements des dangers que fait courir la centrale nucléaire de Zaporijia, du risque que toutes ces centrales constituent en cas de guerre ? Aucun vent de révision du programme nucléaire français civil n'a en effet soufflé depuis l'Élysée.

Le 15 juin 2023

Jean-François Le Dizès